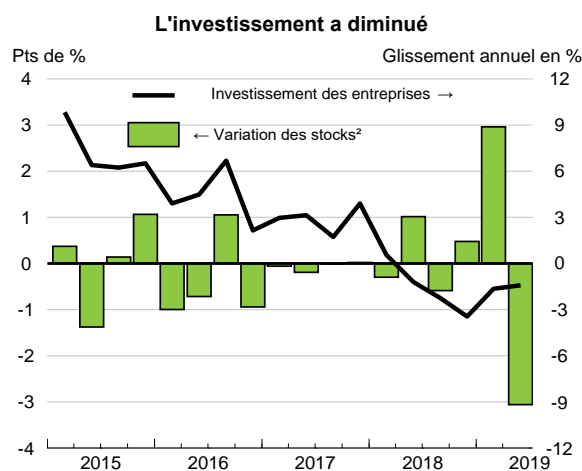
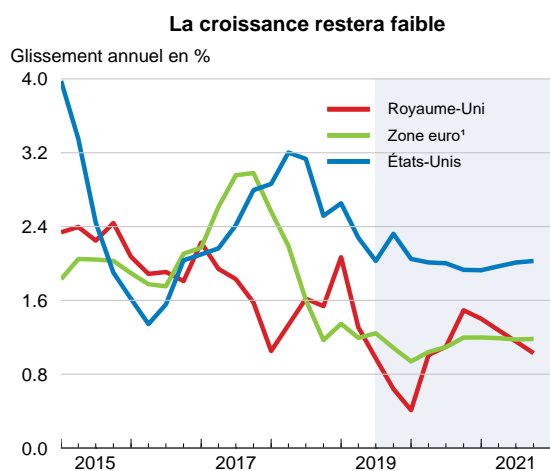


# Royaume-Uni

Les perspectives économiques sont exceptionnellement incertaines, compte tenu des risques liés à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (« Brexit »). Dans l'hypothèse d'une transition sans heurts s'achevant après 2021, le taux de croissance devrait s'établir aux alentours de 1 % au cours des deux prochaines années. L'incertitude liée au Brexit continuera de freiner l'investissement jusqu'à ce que la question du cadre des futures relations commerciales soit éclaircie. La morosité des perspectives économiques mondiales va ralentir la reprise des exportations. L'inflation devrait refluer et passer sous les 2 %.

Les autorités monétaires devraient continuer de soutenir l'activité et de maintenir l'inflation à proximité de l'objectif visé, mais elles ne peuvent amortir pleinement tous les chocs. Le gouvernement devrait se tenir prêt à intervenir pour faire face à toute perturbation liée au Brexit ou à un éventuel fléchissement de la croissance économique. Le Royaume-Uni devrait s'efforcer de trouver un accord garantissant les relations commerciales les plus étroites possibles avec l'Union européenne et un large accès des services financiers aux marchés étrangers.

## Royaume-Uni 1



1. Il s'agit de l'ensemble constitué par les 17 pays qui sont à la fois membres de la zone euro et de l'OCDE.

2. Contributions aux variations du PIB en volume.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

## Royaume-Uni : Demande, production et prix

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Royaume-Uni</b>	Prix courants milliards de GBP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2016)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	1 995.5	1.9	1.4	1.2	1.0	1.2
Consommation privée	1 299.1	2.2	1.6	1.2	1.0	0.7
Consommation publique	381.5	0.3	0.6	3.3	3.1	2.1
Formation brute de capital fixe	343.7	1.6	-0.1	0.0	0.0	1.3
Demande intérieure finale	2 024.3	1.7	1.1	1.4	1.2	1.1
Variation des stocks <sup>1</sup>	3.5	-0.6	0.3	0.3	-1.5	0.0
Demande intérieure totale	2 027.8	1.2	1.4	1.6	-0.3	1.1
Exportations de biens et services	567.5	6.1	-0.9	0.2	1.2	1.6
Importations de biens et services	599.8	3.5	0.7	2.5	-2.8	1.2
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 32.3	0.7	-0.5	-0.7	1.3	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.9	1.9	2.1	1.7	1.6
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.7	2.5	1.9	2.0	1.8
IPCH sous-jacent <sup>2</sup>	—	2.3	2.1	1.7	1.8	1.8
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.4	4.1	3.8	4.0	4.1
Taux d'épargne brute des ménages (% du revenu disponible)	—	5.3	6.1	6.4	6.5	6.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.4	-2.2	-2.6	-3.2	-3.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	115.1	111.8	111.8	112.9	113.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	86.2	85.9	85.2	85.4	85.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.5	-4.3	-4.5	-3.7	-3.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

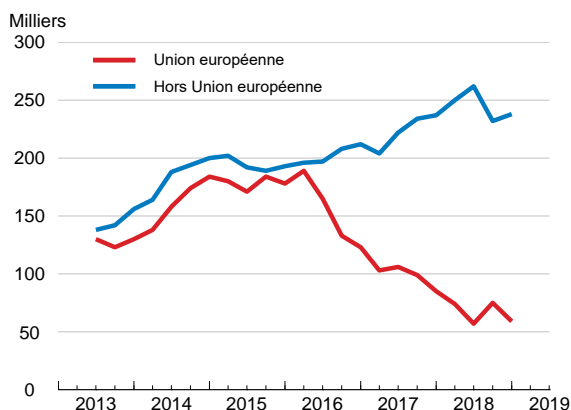
2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046950>

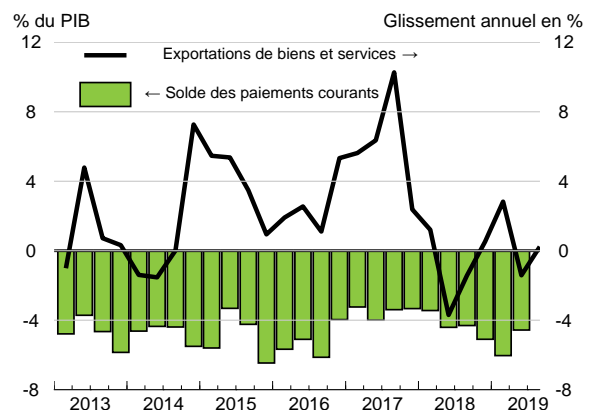
## Royaume-Uni 2

**L'immigration nette de ressortissants de l'UE ralentit**  
Migration nette au Royaume-Uni



Source : Office statistique du Royaume-Uni.

**Le déficit des paiements courants est ample**



StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046038>

## Les incertitudes économiques freinent l'investissement

La variabilité des anticipations concernant le calendrier potentiel et la nature du Brexit ainsi que la dégradation de l'environnement international ont pesé sur les échanges et l'investissement des entreprises. L'atonie persistante de l'investissement commence à dégrader les perspectives à long terme, et les enquêtes font ressortir la faiblesse des intentions d'investissement dans les mois qui viennent. Les stocks accumulés au premier trimestre de cette année ont été en partie résorbés, ce qui n'a guère eu d'effet sur la croissance, dans la mesure où ces stocks étaient essentiellement constitués de biens importés. La croissance de la consommation a bien résisté, étayée par la poursuite de la progression des revenus réels des ménages. Certains signes indiquent que le marché du travail commence à se détendre. Le taux de chômage a légèrement augmenté et le nombre de postes vacants a commencé à diminuer. L'immigration nette en provenance de l'Union européenne (UE) a nettement ralenti depuis 2017, et ce phénomène n'a été qu'en partie compensé par l'accroissement des arrivées d'immigrants originaires de pays non membres de l'UE. L'inflation est récemment passée sous son objectif.

## Les autorités britanniques devront prendre des mesures pour que la sortie de l'UE se déroule sans heurts

Les prévisions reposent sur l'hypothèse d'un retrait sans heurts du Royaume-Uni de l'UE, accompagné d'une période de transition se terminant après 2021. Les autorités britanniques devraient clarifier leur position dès que possible quant à la nature des relations avec l'UE, afin de réduire les incertitudes, dont la persistance est préjudiciable aux perspectives à long terme. Le gouvernement devrait s'efforcer de conclure un accord garantissant les relations commerciales les plus étroites possibles avec l'UE et un large accès des services financiers aux marchés étrangers. Étant donné la forte intégration commerciale du Royaume-Uni avec l'UE et son vaste réseau de relations commerciales avec des pays tiers, sa sortie de l'UE va accroître les obstacles aux échanges et peser sur les exportations britanniques.

La politique monétaire a opportunément conservé une orientation accommodante dans un contexte de forte incertitude. Si la sortie de l'UE avait lieu sans accord, la Banque d'Angleterre devrait stimuler l'activité en abaissant les taux d'intérêt et en achetant des obligations, même si cela sera insuffisant pour compenser pleinement la perte de production considérable que provoquerait une sortie sans accord. Le Comité de politique financière (FPC ou *Financial Policy Committee*) devrait se tenir prêt à réduire le taux du volant de fonds propres contracyclique pour préserver la capacité des banques à prêter aux ménages et aux entreprises en cas de turbulences financières.

Le gouvernement a annoncé une augmentation sensible des dépenses pour l'exercice budgétaire 2020-21 dans le cadre du cycle des dépenses, qui devrait rehausser le taux de croissance de 0.2 point de pourcentage environ. Le gouvernement a annoncé de futures baisses d'impôts et de nouvelles augmentations de dépenses, qui n'ont pas été intégrées dans ces prévisions. La future politique budgétaire est particulièrement incertaine en raison de la tenue d'élections législatives en décembre. En cas de sortie de l'Union européenne sans accord commercial, ou si l'environnement international se dégradait encore, un train de mesures budgétaires temporaires serait de mise pour gérer les perturbations en résultant. Outre le fait de laisser jouer pleinement les stabilisateurs automatiques, cela pourrait notamment se traduire par une augmentation des dépenses d'activation du marché du travail consacrées à la formation et à l'accompagnement des personnes victimes de suppressions d'emplois et des travailleurs peu qualifiés. Les politiques publiques devraient viser à soutenir les travailleurs, et non des secteurs ou des emplois particuliers, dans l'éventualité d'une réorientation des échanges et de la production en conséquence du Brexit. Des mesures d'urgence temporaires, telles qu'un dispositif d'amortissement accéléré de l'investissement, pourraient également être envisagées.

## La croissance devrait rester faible

Le taux de croissance devrait être inférieur à son niveau tendanciel, et s'établir tout juste au-dessus de 1 % en moyenne au cours des deux années à venir. La croissance de l'investissement se redressera mais restera faible, dans la mesure où l'incertitude relative à la nature du Brexit devrait en tout hypothèse se dissiper progressivement. Compte tenu de l'atonie persistante des échanges mondiaux, les exportations ne devraient augmenter que très modestement. L'inflation refluera sous les 2 % d'ici 2021, en rapport avec l'évolution du taux de change. Le taux de chômage devrait augmenter légèrement dans un contexte de fragilité persistante de l'économie. Compte tenu de l'augmentation déjà annoncée des dépenses, le déficit public, corrigé du cycle conjoncturel, devrait se hisser aux alentours de 2.5 % du PIB au cours des deux prochaines années, et le ratio dette publique/PIB devrait augmenter modérément, même en l'absence d'éventuelles mesures de relance supplémentaires. Le déficit des paiements courants restera ample.

Une sortie de l'UE sans accord serait très préjudiciable à l'économie, en particulier s'il déclenche des turbulences sur les marchés financiers. L'économie britannique est également exposée à des risques financiers mondiaux, à un nouveau ralentissement de l'économie mondiale et à une montée du protectionnisme. Sortir de l'UE risque d'accentuer ces facteurs de vulnérabilité. À l'inverse, les perspectives d'investissement pourraient s'améliorer plus rapidement que prévu si le Royaume-Uni et l'UE trouvaient un accord établissant une relation économique étroite dans l'avenir. Après les élections législatives, la politique budgétaire pourrait être assouplie au-delà des prévisions, ce qui renforcerait la croissance à court terme.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2019), « Royaume-Uni », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/cb469ad0-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.